



Réf. : CDG-INFO2023-6/IJL

Personnes à contacter : Isabelle JONVILLE,
Alicia DOUDELET, Delphine VANSTRACEELE et Frédéric MONFORT

☎ : 03.59.56.88.56.

Date : le 25 août 2023

INDEMNITE DITE DE GARANTIE INDIVIDUELLE DU POUVOIR D'ACHAT 2023

Textes réglementaires :

Décret n°2023-775 du 11 août 2023 modifiant le décret n°2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat.

Arrêté du 11 août 2023 fixant au titre de l'année 2023 les éléments à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat.

Pour rappel, la GIPA est une compensation salariale en cas de décalage entre l'augmentation du traitement indiciaire et l'indice des prix à la consommation.

Si le traitement indiciaire brut a évolué moins vite que l'inflation, une indemnité d'un montant brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat ainsi constatée est versée aux agents concernés.

La GIPA résulte d'une comparaison établie entre l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) détenu par l'agent sur une période de référence de 4 ans et celle du taux de l'inflation sur la même période.

Si le TIB perçu par l'agent au terme des 4 ans, a évolué moins vite que le taux d'inflation sur cette même période, un montant indemnitaire brut correspondant à la perte du pouvoir d'achat, lui est **obligatoirement** versé par l'employeur.

Le taux d'inflation à prendre en compte est fixé chaque année par arrêté ministériel. La période de référence correspond aux quatre années écoulées entre l'année N - 1 et l'année N - 4.

1 - LA MISE EN ŒUVRE DE LA GIPA EN 2023 :

L'arrêté du 11 août 2023 fixe les éléments à prendre en compte pour le calcul de la GIPA 2023.

La période de référence est fixée du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2022.

L'inflation prise en compte pour le calcul est de **8,19 %**.

La valeur moyenne du point en 2018 est de 56,2323 euros.

La valeur moyenne du point en 2022 est de 57,2164 euros.

La formule de calcul figurant à l'article 3 du décret 2008- 539 du 6 juin 2008 reste la même :

TIB 2018 : indice majoré détenu au 31 décembre 2018 x valeur moyenne annuelle du point pour 2018 soit 56,2323 €.

TIB 2022 : indice majoré détenu au 31 décembre 2022 x valeur moyenne annuelle du point pour 2022 soit 57,2164 €.

$$\text{GIPA 2023} = \text{TIB 2018} \times (1 + 8,19\%) - \text{TIB 2022}$$

→ Exemple pour un agent ayant l'indice majoré 658 au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2022.

TIB 2018 : $658 \times 56,2323 \text{ €} = 37000,85 \text{ €}$

TIB 2022 : $658 \times 57,2164 \text{ €} = 37648,39 \text{ €}$

GIPA 2023 pour cet agent : $37000,85 \text{ €} \times (1+8,19\%) - 37648,39 \text{ €} = \underline{2382,83 \text{ €}}$

Le montant attribué est soumis au régime social et fiscal des primes et indemnités. Il sera également pris en compte au titre du régime additionnel de retraite de la fonction publique (RAFP) pour les agents concernés.

2 - LES CONDITIONS D'OCTROI :

Pour la mise en œuvre de la GIPA en 2023, les conditions d'octroi restent identiques à l'année 2022.

Les agents concernés sont :

- les fonctionnaires mentionnés aux articles 2 et 6 du code général de la fonction publique, les magistrats, les militaires et les personnels des cultes lorsqu'ils détiennent un grade dont l'indice sommital est inférieur ou égal à la hors-échelle B. Ils doivent également avoir été rémunérés sur un emploi public pendant au moins 3 ans sur la période de référence.
- les agents publics contractuels recrutés sur contrat à durée indéterminée et rémunérés par référence expresse à un indice inférieur ou égal à la hors échelle B.
- les agents publics contractuels recrutés sur contrat à durée déterminée et employés de manière continue sur la période de référence par le même employeur public, et rémunérés, en application des stipulations de leur contrat, par référence à un indice.

Les agents exclus du dispositif sont :

- les agents recrutés sur un contrat et ayant été titularisés au cours de la période de référence.
- les fonctionnaires rémunérés sur la base d'un indice détenu au titre d'un emploi fonctionnel sur l'année de début ou de fin de période de référence à l'exception des emplois fonctionnels ouverts aux agents de catégories C.
- les agents en congés de formation.
- les agents en poste à l'étranger au 31 décembre de l'année qui clôt la période de référence.
- les agents ayant subi une sanction disciplinaire au cours de la période de référence ayant entraîné une baisse du traitement indiciaire.
- les agents non rémunérés par référence à un indice (vacataires, contrats aidés)

Pour les agents travaillant à temps partiel ou à temps non complet, le montant de l'indemnité est attribué proportionnellement à la quotité travaillée au 31 décembre de l'année qui clôt la période de référence.

Pour les agents ayant eu plusieurs employeurs, c'est l'employeur au 31 décembre de l'année qui clôt la période de référence qui est tenu de verser l'indemnité. Il devra se mettre en rapport avec les précédents employeurs pour disposer de tous les éléments nécessaires au calcul de la GIPA.